

L'Union européenne à la croisée des chemins

Déclaration du groupe de la mutualité

Les prochaines élections européennes se tiennent au moment où l'Union européenne traverse une série de crises politique, économique et sociale. Et pourtant, jamais la nécessité d'une vraie Union européenne n'a été plus indispensable.

C'est dans ce contexte difficile que le CESE a consacré un avis visant à donner un nouvel élan à l'Union européenne à travers un projet politique partagé et ambitieux, en mettant le cap sur la reprise de l'activité et en cherchant à promouvoir sa dimension sociale.

Attachée aux valeurs de solidarité et de justice sociale et acteur du développement économique et social, la mutualité a toujours marqué son attachement à l'édification d'une Europe sociale et solidaire. En effet, le projet européen doit redonner tout son sens à la notion de solidarité dans une perspective de recherche de cohésion sociale. Pour atteindre cet objectif, nous soutenons la mise en œuvre d'un tableau de bord d'indicateurs sociaux « dans le but d'une meilleure surveillance de la situation sociale et de l'emploi au sein de l'union européenne » et intégrant des indicateurs en matière de santé.

Dans ce contexte, remettre l'homme au sein de l'économie doit apparaître comme l'un des objectifs de l'Europe économique. Le rôle reconnu des entreprises de l'économie sociale et solidaire au sein des institutions européennes en faveur de la cohésion sociale et du développement d'une économie durable et résiliente doit se traduire par une amélioration du cadre juridique et financier de ces structures. Nous remercions ici le soutien du CESE pour la création tant d'un statut de mutuelle européenne que d'un statut européen pour les associations et les fondations.

Enfin, il faut que l'Union européenne retrouve sa pertinence vis-à-vis des citoyens. Cette pertinence ne peut résulter que d'un projet politique européen basé sur des valeurs fortes. Il faut parallèlement combler ce déficit démocratique qui éloigne le citoyen des pouvoirs politiques européens. Si une communication appropriée s'avère nécessaire, elle doit s'accompagner d'une gouvernance plus démocratique et surtout permettre une forte implication de la société civile à travers un dialogue civil mieux reconnu.

Promouvoir une Europe sociale, renforcer la citoyenneté européenne et soutenir un développement économique plus solidaire sont les trois orientations indispensables d'une « re-légitimation » du projet européen.

Le groupe de la mutualité soutient la contribution apportée par l'avis pour permettre de dépasser la montée des interrogations et redonner un sens plus social à l'Europe.